



Saputo

2 DEUXIÈME TRIMESTRE

EXERCICE FINANCIER 2018

Voici les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2018, terminé le 30 septembre 2017.

- Le bénéfice net a totalisé 185,2 millions de dollars, en baisse de 6,6 millions de dollars, ou 3,4 %.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA¹) s'est établi à 329,5 millions de dollars, en baisse de 11,1 millions de dollars, ou 3,3 %.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 2,884 milliards de dollars, en hausse d'environ 39 millions de dollars, ou 1,4 %.
- Le bénéfice net par action (de base et dilué) s'est établi à 0,48 \$ et à 0,47 \$, respectivement, pour le trimestre, comparativement à 0,49 \$ et à 0,48 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 2,0 % et de 2,1 %, respectivement.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)

(non audités)	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Revenus	2 884,2	2 845,3	5 776,3	5 476,7
BAIIA ¹	329,5	340,6	684,7	658,8
Bénéfice net	185,2	191,8	385,5	368,5
Bénéfice net par action				
De base	0,48	0,49	1,00	0,94
Dilué	0,47	0,48	0,99	0,92

- Dans le Secteur Canada, les revenus ont subi l'incidence négative de la baisse des volumes de ventes et d'une combinaison de produits défavorable. Le BAIIA a augmenté en raison de l'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières.
- Dans le Secteur USA, la hausse du prix moyen du beurre³ par livre a été contrebalancée en partie par la baisse du prix moyen du bloc² par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une augmentation des revenus. La hausse des volumes de ventes, de même que la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ont également eu une incidence positive sur les revenus durant le trimestre. Le BAIIA a subi l'incidence négative d'une combinaison de produits défavorable et de facteurs de marché⁴ défavorables par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, laquelle s'est chiffrée à environ 6 millions de dollars.
- Dans le Secteur International, les revenus et le BAIIA ont augmenté en raison d'une hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, de même qu'en raison d'une hausse des volumes de ventes tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises au cours du trimestre a eu une incidence négative sur les revenus d'environ 78 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette fluctuation a eu une incidence négative d'environ 8 millions de dollars sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,16 \$ l'action, payable le 15 décembre 2017 aux actionnaires ordinaires inscrits le 5 décembre 2017.
- Le 29 septembre 2017, la Société a conclu l'acquisition des activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de Southeast Milk, Inc. (acquisition de SMI).

¹ Le BAIIA est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 3 du présent rapport pour la définition de ce terme.

² Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

³ Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

⁴ Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

- Le 26 octobre 2017, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de l'entreprise de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited, basée en Australie (MG) (acquisition de Murray Goulburn). Le prix d'achat de la transaction est de 1,29 milliard de dollars CAD (1,31 milliard de dollars AU) sur une base sans endettement et sera financé au moyen d'un nouveau prêt bancaire établi. La clôture de la transaction est prévue pour le premier semestre de l'année civile 2018.
- Le 1^{er} novembre 2017, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de Betin, Inc., faisant affaire sous le nom de Montchevre (acquisition de Montchevre). La clôture de la transaction devrait avoir lieu avant la fin de 2017.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif de fournir aux investisseurs une meilleure compréhension des activités, de la performance et de la stratégie de la Société, et d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2017 et 2016. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 30 septembre 2017 et le 2 novembre 2017, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses coûts d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2017 de la Société.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

Dans la mesure où des énoncés prospectifs figurant dans le présent document constituent des perspectives financières au sens de la législation en valeurs mobilières applicable, une telle information vise à fournir aux actionnaires des renseignements à l'égard de la Société, y compris son évaluation des plans financiers futurs, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les perspectives financières, tout comme l'information prospective en général, sont fondées sur des estimations, des attentes et des hypothèses actuelles et sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents de même qu'à d'autres facteurs.

À moins que la législation en valeurs mobilières ne l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures financières de la performance, la Société fait référence à des termes, tels que « BAIIA », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, ces mesures non définies par les IFRS ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse, et elles n'indiquent pas non plus que les éléments exclus sont non récurrents. La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) comme mesure de sa performance puisqu'il s'agit d'une mesure courante dans l'industrie et qu'elle reflète la rentabilité continue des activités consolidées de la Société. La mesure financière définie par les IFRS la plus semblable au BAIIA est le bénéfice avant impôts sur les bénéfices.

Le BAIIA, tel qu'il est utilisé par la direction, permet de présenter avec précision et comparabilité les activités en cours de la Société. Les mesures non définies par les IFRS procurent également aux lecteurs une représentation des activités jugée pertinente en ce qui a trait à la performance financière de la Société, car elles comprennent de l'information financière supplémentaire qui peut être utilisée pour dégager les tendances ou des informations à fournir additionnelles qui donnent des détails sur la façon dont les activités de la Société sont exercées. Les mesures non définies par les IFRS permettent également de comparer les résultats des exercices précédents de la Société.

La définition ci-dessus est utilisée dans le contexte des résultats et des activités des périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017. Les mesures non définies par les IFRS peuvent être modifiées en raison de transactions futures ou si la direction le juge nécessaire afin d'améliorer la compréhension et la comparabilité des résultats et activités futurs de la Société.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du bénéfice avant impôts sur les bénéfices et du BAIIA pour les périodes de trois et six mois pour lesquelles la direction a présenté cette mesure.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	265,2	280,1	556,8	536,3
Autres charges financières	3,4	1,6	5,5	3,6
Intérêts sur la dette à long terme	9,1	8,7	16,9	19,4
Amortissement	51,8	50,2	105,5	99,5
BAIIA	329,5	340,6	684,7	658,8

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 30 septembre 2017 ont totalisé 2,884 milliards de dollars, en hausse d'environ 39 millions de dollars, ou 1,4 %, comparativement à 2,845 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ainsi que l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, dans le Secteur Canada et le Secteur International, ont eu une incidence positive sur les revenus. La hausse du prix moyen du beurre² par livre a été contrebalancée en partie par la baisse du prix moyen du bloc¹ par livre de fromage, ce qui a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 30 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. De plus, l'augmentation des volumes de ventes s'est traduite par une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 78 millions de dollars.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017, les revenus ont totalisé 5,776 milliards de dollars, en hausse d'environ 299 millions de dollars, ou 5,5 %, comparativement à 5,477 milliards de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre par livre a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 96 millions de dollars. La hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, de même que la hausse des volumes de ventes, ont eu une incidence positive sur les revenus. De plus, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, dans le Secteur Canada et le Secteur International s'est traduite par une hausse des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 18 millions de dollars.

Le **BAIIA consolidé** du deuxième trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 329,5 millions de dollars, en baisse de 11,1 millions de dollars, ou 3,3 %, comparativement à 340,6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les facteurs du marché aux États-Unis ont eu une incidence négative d'environ 6 millions de dollars sur le BAIIA. La hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers ainsi que l'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières ont été contrebalancées par une combinaison de produits défavorable, par la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels et par la hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au progiciel de gestion intégré (PGI). Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative sur le BAIIA d'environ 8 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017, le BAIIA consolidé a totalisé 684,7 millions de dollars, en hausse de 25,9 millions de dollars, ou 3,9 %, comparativement à 658,8 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale. Le BAIIA a aussi augmenté grâce à l'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières, ainsi qu'à la hausse des volumes de ventes. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI et par la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels. De plus, les facteurs défavorables du marché aux États-Unis ont entraîné une baisse du BAIIA d'environ 3 millions de dollars. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence positive sur le BAIIA d'environ 1 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

¹ Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

² Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 51,8 millions de dollars, en hausse de 1,6 million de dollars, comparativement à 50,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable aux ajouts aux immobilisations, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables, facteur contrebalancé en partie par la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises. L'amortissement pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017 s'est élevé à 105,5 millions de dollars, en hausse de 6,0 millions de dollars, comparativement à 99,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle surtout des ajouts aux immobilisations, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables.

Les **charges d'intérêts nettes** ont augmenté de 2,2 millions de dollars au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des emprunts bancaires libellés en pesos argentins, qui portent intérêt à des taux élevés, et à une hausse des taux d'intérêt sur la dette à long terme. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017, les charges d'intérêts nettes ont diminué de 0,6 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des taux d'intérêt et du niveau de la dette à long terme.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont totalisé 80,0 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 30,2 %, comparativement à 31,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017 ont totalisé 171,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 30,8 %, comparativement à 31,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** du deuxième trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 185,2 millions de dollars, en baisse de 6,6 millions de dollars, ou 3,4 %, comparativement à 191,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017, le bénéfice net a totalisé 385,5 millions de dollars, comparativement à 368,5 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2018		2017				2016	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	2 884,2	2 892,1	2 719,8	2 966,1	2 845,3	2 631,4	2 734,0	2 901,0
BAIIA	329,5	355,2	284,1	346,6	340,6	318,2	281,6	320,1
Bénéfice net	185,2	200,3	165,2	197,4	191,8	176,7	141,2	175,2
							BAIIA ajusté ¹	313,1
							Coûts d'acquisition ²	0,5
							Coûts de restructuration ²	23,1
							Bénéfice net ajusté ¹	164,8
							175,4	
Bénéfice net par action							Bénéfice net par action	
De base	0,48	0,52	0,42	0,50	0,49	0,45	De base	0,36
Dilué	0,47	0,51	0,42	0,49	0,48	0,44	Dilué	0,36
							Bénéfice net par action ajusté ¹	
							De base	0,42
							Dilué	0,41

¹ Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2017 de la Société pour la définition de ces termes.

² Après impôts sur les bénéfices.

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1,2}	(6)	3	(10)	(3)	20	(11)
Réduction de valeur des stocks	(3)	(1)	(2)	–	(1)	(1)
Conversion des devises ^{1,3}	(8)	9	(4)	3	3	11

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

³ La conversion des devises inclut l'effet sur le BAIIA de la conversion du dollar américain, du dollar australien et du peso argentin en dollars canadiens.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

La présente section vise à donner un aperçu des stratégies de gestion de la trésorerie et du capital de la Société ainsi que des méthodes utilisées pour atteindre les objectifs opérationnels. Elle fournit également des détails sur la façon dont la Société gère son risque de liquidité afin de s'acquitter de ses obligations financières aux moments requis.

La majorité des besoins en trésorerie de la Société sont financés au moyen des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Ces fonds sont principalement affectés aux dépenses en immobilisations, au versement des dividendes, au remboursement de la dette, aux acquisitions d'entreprises et au rachat d'actions. De plus, la Société dispose de facilités de crédit bancaire destinées à des fins générales.

Les flux de trésorerie de la Société sont présentés dans le tableau qui suit.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	253,7	329,6	504,2	749,1
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	168,4	263,8	288,2	612,4
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(123,6)	(64,7)	(217,1)	(144,4)
Trésorerie générée par (utilisée pour) les activités de financement	9,4	(256,9)	(129,7)	(309,5)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	54,2	(57,8)	(58,6)	158,5

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 253,7 millions de dollars, comparativement à 329,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 75,9 millions de dollars. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017, la trésorerie générée par les activités d'exploitation a totalisé 504,2 millions de dollars, comparativement à 749,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 244,9 millions de dollars.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017, la **trésorerie nette générée par les activités d'exploitation** a totalisé 168,4 millions de dollars, comparativement à 263,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution de 95,4 millions de dollars est attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation d'un montant de 59,2 millions de dollars découlant des variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché. Elle s'explique aussi par la baisse de 11,1 millions de dollars du BAIIA et par une hausse de 19,3 millions de dollars des impôts sur les bénéfices payés. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017, la trésorerie nette générée par les activités d'exploitation a totalisé 288,2 millions de dollars, comparativement à 612,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 324,2 millions de dollars est attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation d'un montant de 273,7 millions de dollars en raison des variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché, de même qu'à une augmentation de 84,6 millions de dollars des impôts sur les bénéfices payés. La diminution a été contrebalancée en partie par une augmentation de 25,9 millions de dollars du BAIIA et par une baisse de 5,3 millions de dollars des intérêts et autres charges financières payés.

Les **activités d'investissement** pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017 comprenaient principalement des ajouts aux immobilisations d'un montant de 74,8 millions de dollars et des ajouts de 19,1 millions de dollars aux actifs incorporels relatifs aux initiatives liées au PGI. La Société a utilisé un montant de 33,8 millions de dollars pour l'acquisition de SMI. Les activités d'investissement pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017 comprenaient principalement des ajouts aux immobilisations d'un montant de 149,7 millions de dollars et des ajouts aux actifs incorporels relatifs aux initiatives liées au PGI d'un montant de 38,2 millions de dollars. De plus, la Société a utilisé un montant de 33,8 millions de dollars pour l'acquisition de SMI.

Les **activités de financement** pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017 se composaient essentiellement d'une augmentation de 61,7 millions de dollars des emprunts bancaires. De plus, des actions d'une valeur de 9,5 millions de dollars ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. Enfin, la Société a versé des dividendes de 61,8 millions de dollars. Les activités de financement pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017 se composaient essentiellement d'une augmentation de 98,4 millions de dollars des emprunts bancaires et d'un remboursement net de 100,0 millions de dollars de la dette à long terme découlant de l'émission de billets à moyen terme d'un montant de 300,0 millions de dollars, qui a été utilisée en plus des fonds en caisse pour rembourser une tranche de 400,0 millions de dollars sur un emprunt bancaire à terme non garanti. De plus, des actions

d'une valeur de 20,6 millions de dollars ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. Finalement, la Société a procédé au rachat de capital-actions pour un montant de 29,0 millions de dollars et a versé des dividendes de 119,7 millions de dollars.

Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les montants pouvant être prélevés sur les facilités de crédit existantes devraient permettre à la Société de répondre à ses besoins en trésorerie pour au moins les 12 prochains mois. La Société croit qu'elle n'aurait aucune difficulté à obtenir du financement pour un montant supérieur à celui des facilités dont elle dispose actuellement afin de financer les acquisitions potentielles.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio)

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Actifs à court terme	2 438,1	2 380,5
Passifs à court terme	1 233,1	1 193,4
Fonds de roulement	1 205,0	1 187,1
Ratio du fonds de roulement	1,98	1,99

Le ratio du fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir les passifs à court terme au moyen d'actifs à court terme, sans avoir un surplus d'actifs inactifs.

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

La Société vise un niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio d'environ 2,0 fois la dette nette¹ sur le BAIIA. De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin d'effectuer des acquisitions et de saisir d'autres occasions stratégiques. Le cas échéant, la Société prévoit réduire le levier financier sur une période raisonnable en vue de maintenir ses notations de première qualité.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	180,8	250,5
Emprunts bancaires	174,9	93,8
Dette nette ¹	1 420,1	1 343,3
BAIIA des 12 derniers mois	1 315,4	1 289,5
Dette nette sur le BAIIA des 12 derniers mois	1,08	1,04
Nombre d'actions ordinaires	386 463 879	386 234 311
Nombre d'options d'achat d'actions	20 638 645	17 850 014

¹ La dette nette se compose de la dette à long terme et des emprunts bancaires, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 30 septembre 2017, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 180,8 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire disponibles de 963,0 millions de dollars, desquelles une tranche de 174,9 millions de dollars avait été prélevée. Se reporter aux notes 5 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2018, la Société a émis des billets à moyen terme d'un montant de 300 millions de dollars en vertu de son programme de billets à moyen terme.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Au 30 octobre 2017, 386 519 662 actions ordinaires et 20 540 727 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société assure la gestion et le suivi continu de ses engagements et de ses obligations contractuelles afin de veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter de ceux-ci au moyen des fonds provenant de l'exploitation et de l'optimisation de sa structure du capital.

Les obligations contractuelles de la Société se composent des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme, des contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant ainsi que des obligations d'achat au titre de dépenses en immobilisations pour lesquelles la Société s'est engagée.

(en millions de dollars CAD)

	30 septembre 2017				31 mars 2017			
	Dettes à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total	Dettes à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total
Moins de 1 an	4,2	28,6	93,0	125,8	–	30,6	88,9	119,5
De 1 à 2 ans	4,3	23,9	–	28,2	–	25,3	–	25,3
De 2 à 3 ans	517,5	19,2	–	536,7	900,0	21,0	–	921,0
De 3 à 4 ans	300,0	14,8	–	314,8	–	16,9	–	16,9
De 4 à 5 ans	300,0	12,3	–	312,3	300,0	13,3	–	313,3
Plus de 5 ans	300,0	30,3	–	330,3	300,0	37,2	–	337,2
	1 426,0	129,1	93,0	1 648,1	1 500,0	144,3	88,9	1 733,2

Dettes à long terme

Comme il est décrit à la note 6 des états financiers consolidés, la dette à long terme de la Société se compose de facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties de 200,0 millions de dollars, échéant en décembre 2019, qui portent intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou aux taux des acceptations bancaires majorés de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

La dette à long terme se compose également de quatre séries de billets à moyen terme d'un montant de 300,0 millions de dollars, pour un total de 1,200 milliard de dollars, portant intérêt à un taux variant entre 1,94 % et 2,83 % par année et échéant entre novembre 2019 et novembre 2023.

Dans le cadre de l'acquisition de SMI, la Société a pris en charge les obligations en vertu des contrats de location d'un montant de 26,0 millions de dollars.

Paievements minimaux sur les contrats de location simple

La Société a des contrats de location simple à long terme pour des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

BILAN

Les principaux postes du bilan au 30 septembre 2017 ont varié essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, par rapport au 31 mars 2017.

Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités américaines libellées en dollars américains était de 1,247 \$ CAD/USD au 30 septembre 2017, contre 1,332 \$ CAD/USD au 31 mars 2017. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités en Argentine libellées en pesos argentins était de 0,072 \$ CAD/ARS au 30 septembre 2017, contre 0,087 \$ CAD/ARS au 31 mars 2017. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités australiennes libellées en dollars australiens était de 0,977 \$ CAD/AUD au 30 septembre 2017, contre 1,016 \$ CAD/AUD au 31 mars 2017. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien et au peso argentin s'est traduite par des valeurs moins élevées comptabilisées dans les postes du bilan concernés de nos activités à l'étranger.

La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins emprunts bancaires) a diminué, passant d'un montant positif de 156,7 millions de dollars au 31 mars 2017 à un montant positif de 5,9 millions de dollars au 30 septembre 2017, principalement en raison de la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La variation de l'écart de conversion comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est attribuable principalement à l'affaiblissement du dollar américain.

SUIVI DE CERTAINS ÉLÉMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux garanties, aux transactions entre parties liées, aux normes comptables, aux méthodes comptables critiques et au recours à des estimations comptables, aux normes futures, aux nouvelles normes comptables adoptées, aux risques et incertitudes, ainsi qu'une analyse de sensibilité des variations de taux d'intérêt et de la devise américaine, veuillez consulter l'information contenue dans le rapport annuel 2017 de la Société (pages 20 à 29 du rapport de gestion).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin de permettre que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont conclu, qu'à leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, il n'y a eu, au 30 septembre 2017, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATION SECTORIELLE

Au 1^{er} avril 2017, le Secteur Canada comprend les revenus nationaux et d'exportation d'ingrédients fabriqués au Canada. Le Secteur USA comprend les revenus nationaux d'ingrédients et les revenus d'exportation d'ingrédients et de fromages fabriqués aux États-Unis. Avant le 1^{er} avril 2017, ces chiffres étaient présentés dans la Division Ingrédients laitiers du Secteur International. Par conséquent, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à la présentation actuelle.

Secteur Canada

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 032,6	999,2	959,8	1 059,0	1 044,3	997,1
BAIIA	122,9	117,0	104,1	116,9	119,8	112,3

Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada).

Revenus

Les revenus du Secteur Canada ont totalisé 1,033 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, en baisse d'environ 11 millions de dollars, ou 1,1 %, comparativement à 1,044 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution des revenus découle principalement de la baisse des prix de vente des ingrédients vendus sur le marché d'exportation et d'une combinaison de produits défavorable. La baisse des volumes de ventes de jus, une catégorie de produits que la Société a retirée, a aussi contribué à la diminution des revenus. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la hausse des prix de vente liée à l'augmentation du coût de la matière première, le lait.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 2,032 milliards de dollars, en baisse d'environ 9 millions de dollars, ou 0,4 %, par rapport aux revenus de 2,041 milliards de dollars enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des volumes de ventes de jus, une catégorie de produits que la Société a retirée, et une combinaison de produits défavorable ont entraîné une baisse des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des prix de vente liée à l'augmentation du coût de la matière première, le lait.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur Canada a totalisé 122,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, en hausse de 3,1 millions de dollars, ou 2,6 %, comparativement à 119,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières, de même que l'efficacité des usines, ont eu une incidence positive sur le BAIIA. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une baisse des volumes de ventes, une combinaison de produits défavorable et une hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI, ainsi que par une hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 239,9 millions de dollars, en hausse de 7,8 millions de dollars, ou 3,4 %, comparativement à 232,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'efficacité opérationnelle découlant de l'optimisation des matières premières a eu une incidence positive sur le BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une baisse des volumes de ventes, une combinaison de produits défavorable et une hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels. La hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI s'est aussi traduite par une diminution du BAIIA.

Secteur USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 528,1	1 578,3	1 486,5	1 593,8	1 532,0	1 391,0
BAIIA	170,4	196,5	150,5	200,1	196,1	187,5

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1,2}	(6)	3	(10)	(3)	20	(11)
Taux de change du dollar américain ¹	(7)	8	(7)	–	–	8

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars USD, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,660	1,575	1,580	1,738	1,689	1,412
Prix de clôture du bloc par livre de fromage ¹	1,735	1,525	1,520	1,660	1,533	1,660
Prix moyen du beurre par livre	2,568	2,312	2,177	1,997	2,149	2,125
Prix de clôture du beurre par livre ²	2,315	2,643	2,108	2,268	1,898	2,350
Prix moyen du lactosérum par livre ³	0,403	0,465	0,482	0,380	0,299	0,241
Écart ⁴	0,066	0,039	0,011	0,112	0,119	0,125
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁵	1,256	1,344	1,324	1,334	1,305	1,288

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

² Le prix de clôture du beurre correspond au prix du beurre de catégorie AA transigé sur la CME le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

³ Le prix de marché moyen du lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

⁴ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁵ Selon l'information publiée par Bloomberg.

Le Secteur USA se compose de la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

Revenus

Les revenus du Secteur USA ont totalisé 1,528 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, en baisse d'environ 4 millions de dollars, ou 0,3 %, comparativement à 1,532 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du prix moyen du beurre par livre a été contrebalancée en partie par la baisse du prix moyen du bloc par livre de fromage au deuxième trimestre de l'exercice 2018, ce qui a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 30 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes et la hausse des prix de vente sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers ont aussi eu une incidence positive sur les revenus au cours du trimestre. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une diminution des revenus d'environ 56 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur USA ont totalisé 3,106 milliards de dollars, en hausse d'environ 183 millions de dollars, ou 6,3 %, par rapport aux revenus de 2,923 milliards de dollars enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre par livre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 96 millions de dollars. De plus, la hausse des volumes de ventes et la hausse des prix de vente sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers ont eu une incidence positive sur les revenus. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une augmentation des revenus d'environ 3 millions de dollars.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur USA a totalisé 170,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, en baisse de 25,7 millions de dollars, ou 13,1 %, comparativement à 196,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du prix moyen du bloc par livre de fromage au cours du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence défavorable sur la réalisation des stocks et sur l'absorption des frais fixes. De plus, la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été défavorable. Toutefois, l'amélioration du marché des ingrédients laitiers a eu une incidence positive sur le BAIIA. Ces facteurs du marché combinés, y compris les marges défavorables liées à une fluctuation des prix sur le marché du beurre, ont eu une incidence négative sur le BAIIA d'environ 6 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une combinaison de produits défavorable, la hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI et la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant d'une augmentation des coûts de transport ont contribué à la diminution du BAIIA. Cette baisse a été contrebalancée en partie par une hausse des volumes de ventes. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative d'environ 7 millions de dollars sur le BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 366,9 millions de dollars, en baisse de 16,7 millions de dollars, ou 4,4 %, comparativement à 383,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI, l'augmentation des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant d'une augmentation des coûts du transport et une combinaison de produits défavorable ont contribué à la diminution du BAIIA. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été défavorable. Toutefois, la variation du prix moyen du bloc par livre de fromage pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'est traduite par une réalisation favorable des stocks. De plus, l'amélioration du marché des ingrédients laitiers a eu une incidence positive sur le BAIIA. Ces facteurs du marché combinés, y compris les marges favorables liées à une fluctuation des prix sur le marché du beurre, ont eu une incidence négative sur le BAIIA d'environ 3 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 1 million de dollars sur le BAIIA.

Secteur International

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	323,5	314,6	273,5	313,3	269,0	243,3
BAIIA	36,2	41,7	29,5	29,6	24,7	18,4

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Réduction de valeur des stocks	(3)	(1)	(2)	–	(1)	(1)
Conversion des devises ¹	(1)	1	(1)	4	1	3

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le Secteur International se compose de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie).

Revenus

Les revenus du Secteur International ont totalisé 323,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, en hausse de 54,5 millions de dollars, ou 20,3 %, comparativement à 269,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente, tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation se sont traduites par une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. De plus, la hausse des volumes de ventes de la Division Produits laitiers (Argentine) sur les marchés national et de l'exportation s'est traduite par une augmentation des revenus. Dans la Division Produits laitiers (Australie), la hausse des volumes de ventes sur le marché national s'est traduite par une hausse des revenus. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises utilisées dans le Secteur International a eu une incidence négative sur les revenus d'environ 22 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur International ont totalisé 638,1 millions de dollars, soit une hausse d'environ 125,8 millions de dollars, ou 24,6 %, comparativement à 512,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente, tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation se sont traduites par une augmentation des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. De plus, la hausse des volumes de ventes de la Division Produits laitiers (Argentine), tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, s'est traduite par une augmentation des revenus. Dans la Division Produits laitiers (Australie), les volumes de ventes sont demeurés stables sur les marchés national et de l'exportation en dépit d'une combinaison de produits défavorable qui a entraîné une baisse des revenus. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises utilisées dans le Secteur International a eu une incidence négative sur les revenus d'environ 21 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur International a totalisé 36,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017, en hausse de 11,5 millions de dollars, ou 46,6 %, comparativement à 24,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes a eu une incidence positive sur le BAIIA. Sur le marché de l'exportation, l'augmentation des prix de vente et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain ont eu une incidence positive sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. À la suite de la baisse de certains prix de vente sur le marché, une réduction d'environ 3 millions de dollars de la valeur des stocks a été comptabilisée pour le trimestre, comparativement à environ 1 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence négative d'environ 1 million de dollars sur le BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 77,9 millions de dollars, en hausse de 34,8 millions de dollars, ou 80,7 %, comparativement à 43,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation a eu une incidence positive sur le BAIIA. De plus, l'augmentation des prix de vente et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain ont eu une incidence positive sur le BAIIA provenant du marché de l'exportation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À la suite de la baisse de certains prix de vente sur le marché, une réduction d'environ 4 millions de dollars de la valeur des stocks a été comptabilisée depuis le début de l'exercice, comparativement à une réduction d'environ 2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence minime sur le BAIIA.

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2018, la Société a l'intention de tirer parti de ses plateformes complémentaires mondiales pour faire face aux défis sur le marché des produits laitiers. La Société bénéficie d'un bilan et d'une structure du capital solides, soutenus par un niveau élevé de flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et un faible niveau d'endettement. Cette souplesse financière permet à la Société de croître par l'entremise d'acquisitions ciblées et de façon organique grâce à des dépenses en immobilisations stratégiques. La Société s'est engagée à fabriquer des produits de qualité et elle continuera de mettre l'accent sur l'efficacité opérationnelle. La création de valeur pour les actionnaires et l'amélioration de la rentabilité demeurent les pierres angulaires des objectifs de la Société.

La mise en œuvre de notre PGI progresse comme prévu. Depuis le début du deuxième trimestre, toutes les activités du Secteur International sont exercées avec le nouveau PGI. La mise en œuvre a commencé dans la Division Aliments laitiers (USA) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, et elle devrait être terminée au cours des prochains trimestres. Dans la Division Fromages (USA), comme dans les autres divisions, des ressources seront affectées aux initiatives liées au PGI, puisque la mise en œuvre est prévue à l'exercice 2019. La Division Produits laitiers (Canada) sera la dernière division à mettre en œuvre le PGI. Cette mise en œuvre est prévue à l'exercice 2020.

Au Canada, afin d'atténuer les pressions à la baisse sur les marges, la faible croissance et les conditions de marché concurrentielles, nous continuerons de mettre l'accent sur la révision de l'ensemble de nos activités pour améliorer l'efficacité opérationnelle. Ainsi, la fermeture de l'usine d'Ottawa, en Ontario, est prévue en décembre 2017, tel qu'il a été annoncé précédemment. Au cours de l'exercice 2018, la Division Produits laitiers (Canada) entreprendra des projets d'immobilisations visant à améliorer l'efficacité et à accroître la capacité, afin de conserver sa position de chef de file. La Société a l'intention de tirer parti des efforts déployés pour relancer la marque *Saputo* en réaffirmant son engagement envers les clients d'un océan à l'autre afin d'être leur marque de fromage préférée et de confiance, et ce, au moyen de diverses activités promotionnelles, de campagnes publicitaires variées et d'emballages novateurs.

Dans la Division Fromages (USA), la Société se concentrera sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et sur le contrôle des coûts pour atténuer l'incidence négative sur le BAIIA des marchés des marchandises pour les ingrédients laitiers. Au cours du trimestre à venir, la Division commencera la production de fromage bleu à son usine construite récemment. Ce projet de dépenses en immobilisations permettra à la Division de renforcer sa position au sein de la catégorie du fromage bleu. De plus, la Division Fromages (USA) poursuivra la croissance des volumes de ventes de fromage à l'exportation, dans la mesure où les prix du lait aux États-Unis sont concurrentiels avec les prix mondiaux.

Nous prévoyons être en mesure de conclure l'acquisition de Montchevre avant la fin de l'année 2017. Cette acquisition permettra à la Division Fromages (USA) d'accroître sa présence dans les fromages de spécialité aux États-Unis. Montchevre produit, met en marché et distribue du fromage de chèvre aux États-Unis, principalement sous la marque *Montchevre*.

La Division Aliments laitiers (USA) continue de se concentrer sur l'optimisation et la maximisation de ses investissements dans son réseau existant afin de tirer parti des nouvelles capacités de production, de favoriser la croissance future, de satisfaire à la demande des clients et de mettre en marché de nouveaux produits. Le Secteur continuera d'investir pour soutenir ses capacités de production et consolider sa position concurrentielle en matière de coûts. Plus précisément, la Division Aliments laitiers (USA) se concentrera sur des dépenses en immobilisations ciblées visant à accroître la capacité de production.

La Division axera ses efforts sur l'intégration de la nouvelle acquisition de SMI et sur l'évaluation des occasions d'amélioration.

Le Secteur International continuera de chercher à accroître les volumes de ventes sur les marchés existants et de développer ses affaires sur d'autres marchés internationaux. Pour le reste de l'exercice 2018, la Division Produits laitiers (Australie) bénéficiera d'une capacité accrue de production de fromage à la suite de l'achèvement de son projet d'expansion. Ce Secteur continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et s'efforcera de maximiser sa flexibilité opérationnelle pour atténuer la volatilité des conditions du marché. Alors que la volatilité des marchés des produits laitiers perdure, nous prévoyons une baisse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers, mais nous ne nous attendons pas à ce qu'elle soit importante à l'exercice 2018. Nous continuerons donc de mettre l'accent sur le contrôle des coûts et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle afin d'atténuer l'incidence sur le BAIIA.

Avec l'acquisition de Murray Goulburn, la Société bonifiera et complétera les activités de la Division Produits laitiers (Australie) de Saputo. En acquérant un acteur bien établi dans l'industrie, la Société affirme sa volonté de renforcer sa présence sur le marché australien. MG produit une gamme complète d'aliments laitiers de grande qualité, notamment du lait de consommation, de la poudre de lait, du fromage, du beurre et des breuvages laitiers, ainsi qu'une gamme d'ingrédients et de produits nutritionnels, comme le lait maternisé. MG dessert les industries du détail et de la restauration à l'échelle mondiale sous les marques phares *Devondale*, *Liddells* et *Murray Goulburn Ingredients*. Saputo entend poursuivre ses investissements dans sa plateforme australienne et continuer à développer ses activités nationales et internationales. La clôture de la transaction est prévue au premier semestre de l'année civile 2018.

L'innovation a toujours été une priorité, celle-ci nous permettant d'offrir des produits qui répondent aux besoins des consommateurs. Nous allons donc continuer de nouer et de conserver des relations à long terme tant avec les consommateurs qu'avec la clientèle.

La Société prévoit renouveler son programme de rachat dans le cours normal des activités, qui arrive à échéance le 16 novembre 2017.

Nous visons toujours à accroître l'efficacité globale de tous nos secteurs et à poursuivre notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Revenus	2 884,2 \$	2 845,3 \$	5 776,3 \$	5 476,7 \$
Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement (note 4)	2 554,7	2 504,7	5 091,6	4 817,9
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement	329,5	340,6	684,7	658,8
Amortissement	51,8	50,2	105,5	99,5
Intérêts sur la dette à long terme	9,1	8,7	16,9	19,4
Autres charges financières (note 9)	3,4	1,6	5,5	3,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	265,2	280,1	556,8	536,3
Impôts sur les bénéfices	80,0	88,3	171,3	167,8
Bénéfice net	185,2 \$	191,8 \$	385,5 \$	368,5 \$
Bénéfice net par action (note 8)				
De base	0,48 \$	0,49 \$	1,00 \$	0,94 \$
Dilué	0,47 \$	0,48 \$	0,99 \$	0,92 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars CAD)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	185,2 \$	191,8 \$	385,5 \$	368,5 \$
Autres éléments du résultat global :				
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>				
Écarts de change découlant de la conversion des devises	(165,3)	78,5	(295,1)	39,3
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur couvertures de flux de trésorerie ¹ (note 10)	2,7	(2,5)	11,7	1,2
Reclassement des gains sur couvertures de flux de trésorerie en résultat net ²	(3,7)	(0,5)	(4,8)	(2,1)
Autres éléments du résultat global	(166,3)	75,5	(288,2)	38,4
Total du bénéfice global	18,9 \$	267,3 \$	97,3 \$	406,9 \$

¹ Après impôts sur les bénéfices de 0,3 \$ et de 4,1 \$, respectivement, pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017 (1,9 \$ et 0,5 \$ en 2016).

² Après impôts sur les bénéfices de 1,8 \$ et de 2,3 \$, respectivement, pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017 (0,4 \$ et 1,1 \$ en 2016).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)
(non audités)

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017

	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves				
Solde au début de l'exercice	386 234 311	871,1 \$	717,8 \$	(3,0) \$	97,9 \$	812,7 \$	2 639,1 \$	4 322,9 \$	– \$	4 322,9 \$
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	385,5	385,5	–	385,5
Autres éléments du résultat global	–	–	(295,1)	6,9	–	(288,2)	–	(288,2)	–	(288,2)
Total du bénéfice global								97,3	–	97,3
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	–	(119,7)	(119,7)	–	(119,7)
Régime d'options d'achat d'actions (note 7)	–	–	–	–	12,0	12,0	–	12,0	–	12,0
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	884 468	20,6	–	–	–	–	–	20,6	–	20,6
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	–	4,1	–	–	(4,1)	(4,1)	–	–	–	–
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	–	–	–	–	1,3	1,3	–	1,3	–	1,3
Actions rachetées et annulées	(654 900)	(1,4)	–	–	–	–	(27,6)	(29,0)	–	(29,0)
Solde à la fin de la période	386 463 879	894,4 \$	422,7 \$	3,9 \$	107,1 \$	533,7 \$	2 877,3 \$	4 305,4 \$	– \$	4 305,4 \$

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016

	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves				
Solde au début de l'exercice	392 520 687	821,0 \$	613,6 \$	– \$	82,1 \$	695,7 \$	2 485,1 \$	4 001,8 \$	68,0 \$	4 069,8 \$
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	367,4	367,4	1,1	368,5
Autres éléments du résultat global	–	–	39,3	(0,9)	–	38,4	–	38,4	–	38,4
Total du bénéfice global								405,8	1,1	406,9
Participations additionnelles ne donnant pas le contrôle découlant d'une nouvelle émission d'actions	–	–	–	–	–	–	–	–	16,4	16,4
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	–	(111,9)	(111,9)	–	(111,9)
Régime d'options d'achat d'actions (note 7)	–	–	–	–	10,7	10,7	–	10,7	–	10,7
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	1 722 751	33,6	–	–	–	–	–	33,6	–	33,6
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	–	7,3	–	–	(7,3)	(7,3)	–	–	–	–
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	–	–	–	–	4,2	4,2	–	4,2	–	4,2
Actions rachetées et annulées	(2 041 000)	(4,4)	–	–	–	–	(74,5)	(78,9)	–	(78,9)
Solde à la fin de la période	392 202 438	857,5 \$	652,9 \$	(0,9) \$	89,7 \$	741,7 \$	2 666,1 \$	4 265,3 \$	85,5 \$	4 350,8 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS*(en millions de dollars CAD)*

Aux	30 septembre 2017	31 mars 2017
	(non audité)	(audité)
ACTIF		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	180,8 \$	250,5 \$
Débiteurs	959,9	863,2
Stocks	1 231,2	1 172,5
Impôts à recevoir	15,3	15,0
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	50,9	79,3
	2 438,1	2 380,5
Immobilisations	2 149,5	2 165,5
Goodwill	2 149,7	2 240,5
Actifs incorporels	668,5	662,3
Autres éléments d'actif	86,1	99,7
Impôts différés	39,5	48,1
Total de l'actif	7 531,4 \$	7 596,6 \$
PASSIF		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires (note 5)	174,9 \$	93,8 \$
Créditeurs et charges à payer	1 011,7	1 008,3
Impôts à payer	42,3	91,3
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	4,2	–
	1 233,1	1 193,4
Dette à long terme (note 6)	1 421,8	1 500,0
Autres éléments de passif	67,6	68,9
Impôts différés	503,5	511,4
Total du passif	3 226,0 \$	3 273,7 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 7)	894,4	871,1
Réserves	533,7	812,7
Bénéfices non distribués	2 877,3	2 639,1
Total des capitaux propres	4 305,4 \$	4 322,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 531,4 \$	7 596,6 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation				
Bénéfice net	185,2 \$	191,8 \$	385,5 \$	368,5 \$
Ajustements pour :				
Rémunération à base d'actions	9,0	7,8	15,9	14,1
Intérêts et autres charges financières	12,5	10,3	22,4	23,0
Charge d'impôts sur les bénéfices	80,0	88,3	171,3	167,8
Amortissement	51,8	50,2	105,5	99,5
Gain sur la cession d'immobilisations	(0,2)	(1,8)	(0,4)	(1,7)
Quote-part des bénéfices des coentreprises, déduction faite des dividendes reçus	(2,3)	5,5	6,1	4,8
Sous-financement des régimes des employés sur le coût	0,5	1,1	0,8	2,3
	336,5	353,2	707,1	678,3
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(82,8)	(23,6)	(202,9)	70,8
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	253,7	329,6	504,2	749,1
Intérêts et autres charges financières payés	(4,4)	(4,2)	(20,3)	(25,6)
Impôts sur les bénéfices payés	(80,9)	(61,6)	(195,7)	(111,1)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	168,4	263,8	288,2	612,4
Investissement				
Acquisition d'entreprise	(33,8)	–	(33,8)	–
Ajouts aux immobilisations	(74,8)	(45,6)	(149,7)	(109,6)
Ajouts aux actifs incorporels	(19,1)	(22,4)	(38,2)	(37,4)
Produit de la cession d'immobilisations	4,2	3,6	4,8	3,8
Autres	(0,1)	(0,3)	(0,2)	(1,2)
	(123,6)	(64,7)	(217,1)	(144,4)
Financement				
Emprunts bancaires	61,7	(41,8)	98,4	(112,6)
Produit de l'émission de la dette à long terme	–	–	300,0	300,0
Remboursement de la dette à long terme	–	(113,7)	(400,0)	(339,7)
Émission de capital-actions	9,5	20,6	20,6	33,6
Rachat de capital-actions	–	(63,2)	(29,0)	(78,9)
Dividendes	(61,8)	(58,8)	(119,7)	(111,9)
	9,4	(256,9)	(129,7)	(309,5)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	54,2	(57,8)	(58,6)	158,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	131,1	381,6	250,5	164,3
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,5)	7,6	(11,1)	8,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	180,8 \$	331,4 \$	180,8 \$	331,4 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en millions de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions.)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société ouverte constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Argentine et de l'Australie. L'adresse du siège social de la Société est le 6869, boulevard Métropolitain Est, Montréal, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2017 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 2 novembre 2017, la publication des états financiers pour la période terminée le 30 septembre 2017.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Conséquemment, certaines exigences, en matière d'informations à fournir, habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ont été omises ou résumées.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables et procédés de calcul appliqués dans les présents états financiers sont les mêmes que ceux appliqués par la Société dans ses états financiers consolidés au 31 mars 2017 et pour l'exercice terminé à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et modifications décrites plus bas.

Les présents états financiers devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE

L'IASB procède continuellement à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des modifications sont présentés plus bas.

IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié une modification visant à clarifier la façon de comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications décrivent les exigences liées à la comptabilisation de l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie; des transactions dont le paiement est fondé sur des actions comportant l'option de règlement net aux fins des obligations de retenue d'impôt; ainsi que d'une modification des modalités d'un paiement fondé sur des actions qui donne lieu à un changement dans le classement de la transaction qui est réglée en instruments de capitaux propres plutôt qu'en trésorerie.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Depuis, une modification, publiée en juillet 2014, a été apportée à la norme relativement au classement des actifs financiers et à l'utilisation d'un seul modèle de dépréciation pour tous les instruments financiers.

Cette modification, de même que l'application de la norme, entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme, y compris la modification.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, dont l'objectif est de mettre en œuvre un modèle unique de comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients. Cette nouvelle norme annulera et remplacera les directives actuelles de comptabilisation des produits d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*.

L'objectif de cette norme est d'établir une méthode de comptabilisation des produits en cinq étapes : identification d'un contrat conclu avec des clients, identification des obligations de prestation, détermination du prix de transaction, répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation et comptabilisation des produits lorsque les obligations de prestation sont remplies. Dans certains cas, les transferts d'actifs non liés aux activités ordinaires de l'entité devront aussi être soumis aux exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation du nouveau modèle. Cette norme élargit également les exigences en matière d'informations à fournir.

En avril 2016, l'IASB a modifié IFRS 15 pour y inclure des clarifications des directives sur l'identification des obligations de prestation, sur la comptabilisation des licences de propriété intellectuelle et sur la distinction entre une entité agissant pour son propre compte et celle qui agit comme mandataire (présentation des produits bruts par rapport aux produits nets).

En ce qui a trait à l'identification des obligations de prestation, les modifications clarifient la façon de déterminer si les promesses contenues dans un contrat sont des biens et des services distincts et, par conséquent, s'ils devraient être comptabilisés séparément. Les modifications aux directives sur les licences clarifient la façon de déterminer si les produits tirés d'une licence de propriété intellectuelle devraient être comptabilisés progressivement ou à un moment précis. En ce qui a trait à la distinction entre une entité agissant pour son propre compte et celle qui agit comme mandataire, les modifications précisent que l'entité agissant pour son propre compte en vertu d'un accord contrôle un bien ou un service avant qu'il ne soit fourni à un client.

Cette norme, de même que les modifications connexes, entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IAS 40, Immeubles de placement

En décembre 2016, l'IASB a publié une modification d'IAS 40 afin de clarifier les indications sur les transferts d'actifs depuis la catégorie immeubles de placement ou vers celle-ci. La modification indique que pour transférer un bien immobilier depuis ou vers la catégorie immeubles de placement, il doit exister une indication que l'utilisation du bien immobilier a changé. Pour conclure que l'utilisation du bien immobilier a changé, il est convenu d'évaluer si le bien immobilier répond à la définition de ce terme. Le changement doit être confirmé au moyen d'éléments probants. Cette modification peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, qui fournit des indications sur la manière de déterminer la date de la transaction lors de l'application de la norme sur les transactions en monnaie étrangère, conformément à IAS 1. L'interprétation s'applique lorsqu'une entité paie ou reçoit une contrepartie anticipée dans le cadre de contrats libellés en devises. La date de la transaction détermine le taux de change à utiliser au moment de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou des produits connexes. Cette interprétation fournit des directives pour les cas de paiements ou d'encaissements uniques et pour les cas de paiements ou d'encaissements multiples et vise à réduire la diversité des pratiques.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme éliminera la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement et imposera la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location au bilan. Pour le bailleur, la comptabilisation demeurera essentiellement inchangée, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement sera maintenue.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, le Comité d'interprétations des IFRS a publié IFRIC 23, qui clarifie la manière d'appliquer les exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation prescrites dans IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'une incertitude subsiste quant aux traitements fiscaux à utiliser.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IFRS 10, États financiers consolidés et IAS 28, Participations dans des entreprises associées

L'IASB a publié précédemment une modification à portée limitée d'IFRS 10, *États financiers consolidés*, et d'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, pour corriger une incohérence reconnue entre les exigences de ces deux normes au sujet de la vente ou de l'apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise. Les modifications exigeaient à l'origine la comptabilisation intégrale du gain ou de la perte découlant d'une transaction portant sur des actifs qui constituaient une entreprise et la comptabilisation partielle du gain ou de la perte découlant d'une transaction portant sur des actifs qui ne constituaient pas une entreprise.

La date d'entrée en vigueur de ces modifications a été reportée indéfiniment. L'incidence de l'adoption de ces modifications n'a pas encore été déterminée.

QUESTIONS LIÉES À L'APPLICATION D'IFRS 9 ET D'IFRS 15

IFRS 9 et IFRS 15 doivent être appliquées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société n'adopte pas IFRS 9 ni IFRS 15 de façon anticipée.

IFRS 9 s'applique de manière rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, sous réserve de certaines exemptions et exceptions. De façon générale, les principales incidences de l'adoption d'IFRS 9 devraient être liées au classement et à l'évaluation des actifs financiers, à l'introduction d'un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues (plutôt que les pertes subies selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*), à la comptabilité de couverture et à des obligations d'information additionnelles importantes.

La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme. Au cours de son analyse préliminaire, aucune différence qui changerait de façon importante le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société n'a été décelée. La Société prévoit appliquer la méthode simplifiée et comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie de toutes les créances clients. La Société continue d'évaluer l'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés, mais ne s'attend pas à ce qu'elle ait une incidence importante.

IFRS 15 peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente l'information financière, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, ou de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application d'IFRS 15 à la date de la première application. La Société a décidé d'utiliser la seconde méthode comme méthode de transition, tel qu'il est prescrit aux termes d'IFRS 15.

Les principaux effets de l'adoption d'IFRS 15 devraient être liés au moment de la comptabilisation des produits, au rôle qui incombe à la Société, à savoir si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire pour les activités d'expédition et de manutention, au montant de contrepartie variable à inclure dans le prix de transaction (comme les rabais, les incitatifs et les escomptes) et aux paiements faits en contrepartie d'un bien ou d'un service distinct ou en tant qu'incitatifs à la vente, de même qu'à la présentation d'informations supplémentaires.

Selon les évaluations préliminaires effectuées à ce jour, la Société ne prévoit pas que l'adoption d'IFRS 15 aura une incidence importante sur les états financiers consolidés. L'incidence se traduira par une augmentation des revenus et des coûts d'exploitation. La direction procède actuellement à la quantification de l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 15 et à la date des présentes, celle-ci progresse selon l'échéancier prévu par la direction.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE LA PÉRIODE

Les normes qui suivent ont été adoptées par la Société le 1^{er} avril 2017 :

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

IAS 7 a été modifiée pour y inclure des exigences supplémentaires en matière de présentation de la variation des passifs issus des activités de financement telles que i) les changements issus des flux de trésorerie de financement; ii) les changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) l'effet des variations des cours des monnaies étrangères; iv) les variations des justes valeurs; v) les autres changements.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017.

IAS 12, Impôts sur le résultat

IAS 12 a été modifiée afin de clarifier les exigences relatives à la comptabilisation d'actifs d'impôts différés pour les pertes non réalisées sur les instruments de créance évalués à la juste valeur.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017.

NOTE 4 COÛTS D'EXPLOITATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	(101,0) \$	(46,4) \$	(137,7) \$	(11,1) \$
Matières premières et consommables utilisées	2 088,3	2 011,0	4 082,5	3 760,4
(Gain) perte sur change	(2,9)	(0,6)	0,4	(0,3)
Avantages du personnel	316,5	309,3	648,5	610,3
Frais de vente	85,4	84,0	173,4	158,8
Autres frais généraux et d'administration	168,4	147,4	324,5	299,8
Total	2 554,7 \$	2 504,7 \$	5 091,6 \$	4 817,9 \$

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017, une réduction de valeur des stocks de 3,3 millions de dollars et de 4,2 millions de dollars, respectivement, a été constatée à titre de charge dans les « Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement », dans les « Variations des stocks de produits finis et de produits en cours » (0,9 million de dollars et 1,9 million de dollars, respectivement, pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2016). Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée.

NOTE 5 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant utilisé	
		Équivalent en		30 septembre 2017	31 mars 2017
		de devise canadienne	Devise de base		
Amérique du Nord – États-Unis	Décembre 2021 ¹	249,4	200,0 USD	– \$	– \$
Amérique du Nord – Canada	Décembre 2021 ¹	374,2	300,0 USD	–	–
Argentine	Annuelle ²	127,2	102,0 USD	43,3	46,2
Argentine	Annuelle ³	94,3	1 310,0 ARS	49,3	23,9
Australie	Annuelle ⁴	24,4	25,0 AUD	20,5	–
Australie	Annuelle ⁵	93,5	75,0 USD	61,8	23,7
		963,0		174,9 \$	93,8 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société.

² Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être utilisée en dollars américains.

³ Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être utilisée en pesos argentins.

⁴ Porte mensuellement intérêt au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,85 %.

⁵ Porte mensuellement intérêt au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,75 % et peut être utilisée en dollars australiens ou américains.

NOTE 6 DETTE À LONG TERME

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties		
Obtenues en décembre 2012 et échéant en décembre 2019 (850 millions de dollars) ¹	200,0 \$	600,0 \$
Billets de premier rang non garantis ²		
2,65 %, émis en novembre 2014 et échéant en novembre 2019 (série 1)	300,0	300,0
2,20 %, émis en juin 2016 et échéant en juin 2021 (série 2)	300,0	300,0
2,83 %, émis en novembre 2016 et échéant en novembre 2023 (série 3)	300,0	300,0
1,94 %, émis en juin 2017 et échéant en juin 2022 (série 4)	300,0	–
Obligations en vertu de contrats de location-financement ³	26,0	–
	1 426,0 \$	1 500,0 \$
Tranche échéant à moins d'un an	4,2	–
	1 421,8 \$	1 500,0 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit :		
Moins de 1 an	4,2 \$	– \$
De 1 à 2 ans	4,3	–
De 2 à 3 ans	517,5	900,0
De 3 à 4 ans	300,0	–
De 4 à 5 ans	300,0	300,0
Plus de 5 ans	300,0	300,0
	1 426,0 \$	1 500,0 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou en dollars américains. Avec prise d'effet le 4 février 2013, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de fixer son taux, lequel a pris fin le 30 décembre 2016. Au 30 septembre 2017, un montant de 158,7 millions de dollars USD avait été prélevé et le risque de taux de change était contrebalancé par un swap de devises (452,9 millions de dollars USD au 31 mars 2017).

² Les paiements d'intérêts sont semestriels.

³ Le 29 septembre 2017, dans le cadre de l'acquisition des activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de Southeast Milk, Inc. (SMI), la Société a pris en charge des obligations en vertu de contrats de location-financement.

Le 12 juin 2017, la Société a émis des billets à moyen terme de série 4, pour un montant de 300,0 millions de dollars, portant intérêt à un taux annuel de 1,94 % et échéant le 13 juin 2022. Les intérêts sont payables en versements semestriels égaux. Cette émission a été faite dans le cadre de son programme de billets à moyen terme, expirant en janvier 2019.

NOTE 7 CAPITAL-ACTIONS

	30 septembre 2017	31 mars 2017
ÉMIS		
386 463 879 actions ordinaires (386 234 311 actions ordinaires au 31 mars 2017)	894,4 \$	871,1 \$

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Le nombre d'options en circulation, pour les périodes de six mois, a varié de la façon suivante :

	30 septembre 2017		30 septembre 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	17 850 014	29,00 \$	16 903 824	24,41 \$
Options octroyées	3 908 023	46,29 \$	4 218 934	41,40 \$
Options levées	(884 468)	23,31 \$	(1 722 751)	19,47 \$
Options annulées	(234 924)	34,80 \$	(283 567)	32,53 \$
Solde à la fin de la période	20 638 645	32,45 \$	19 116 440	28,48 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2018 est de 46,29 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi (41,40 \$ pour l'exercice 2017).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2018 a été estimée à 7,68 \$ par option (6,94 \$ pour l'exercice 2017) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	1,10 %	0,81 %
Durée de vie prévue des options	5,4 ans	5,4 ans
Volatilité ¹	18,89 %	20,01 %
Taux de dividendes	1,26 %	1,34 %

¹ La volatilité prévue est fondée sur la volatilité historique du prix des actions sur une période semblable à la durée de vie des options.

Une charge de rémunération de 6,1 millions de dollars (5,2 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) et de 12,0 millions de dollars (10,1 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017, respectivement. Une charge de rémunération de 5,3 millions de dollars (4,6 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) et de 10,7 millions de dollars (9,1 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2016, respectivement.

NOTE 8 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	185,2 \$	191,8 \$	385,5 \$	368,5 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(0,9)	–	(1,1)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Saputo inc.	185,2 \$	190,9 \$	385,5 \$	367,4 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	386 267 407	392 309 407	386 326 766	392 388 954
Options dilutives	4 797 191	4 753 282	5 004 754	5 788 031
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	391 064 598	397 062 689	391 331 520	398 176 985
Bénéfice net de base par action	0,48 \$	0,49 \$	1,00 \$	0,94 \$
Bénéfice net dilué par action	0,47 \$	0,48 \$	0,99 \$	0,92 \$

Lors du calcul du bénéfice net dilué par action pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2017, 3 862 941 options ont été exclues du calcul puisque leur prix d'exercice est supérieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires (aucune option n'a été exclue et 4 134 977 options ont été exclues, respectivement, pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2016).

NOTE 9 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Charges financières	4,3 \$	2,1 \$	7,2 \$	4,4 \$
Revenus financiers	(0,9)	(0,5)	(1,7)	(0,8)
	3,4 \$	1,6 \$	5,5 \$	3,6 \$

NOTE 10 INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 30 septembre 2017 et au 31 mars 2017. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans le cas d'un règlement des instruments.

	30 septembre 2017		31 mars 2017	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Couvertures de flux de trésorerie				
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	0,2 \$	0,2 \$	(1,6) \$	(1,6) \$
Dérivés de change (niveau 2)	(14,8)	(14,8)	3,2	3,2
Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	–	–	5,1	5,1
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	(0,1)	(0,1)	0,1	0,1
Dettes à long terme (niveau 2)	1 418,6 \$	1 426,0 \$	1 520,5 \$	1 500,0 \$

NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

La Société présente l'information financière selon trois secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA se compose de la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA). Le Secteur International se compose de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie).

Au 1^{er} avril 2017, le Secteur Canada comprend les revenus nationaux et d'exportation d'ingrédients fabriqués au Canada. Le Secteur USA comprend les revenus nationaux d'ingrédients et les revenus d'exportation d'ingrédients et de fromages fabriqués aux États-Unis. Avant le 1^{er} avril 2017, ces chiffres étaient présentés dans la Division Ingrédients laitiers du Secteur International. Par conséquent, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à la présentation actuelle.

La direction a regroupé la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) en raison de similitudes dans les rendements moyens à long terme et des facteurs de marché corrélés dictant des stratégies de prix qui affectent les opérations des deux divisions. Les divisions au sein du Secteur International ont été combinées en raison de similitudes dans les facteurs du marché mondial et les processus de production.

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Revenus				
Canada	1 032,6 \$	1 044,3 \$	2 031,8 \$	2 041,4 \$
USA	1 528,1	1 532,0	3 106,4	2 923,0
International	323,5	269,0	638,1	512,3
	2 884,2 \$	2 845,3 \$	5 776,3 \$	5 476,7 \$
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement				
Canada	122,9 \$	119,8 \$	239,9 \$	232,1 \$
USA	170,4	196,1	366,9	383,6
International	36,2	24,7	77,9	43,1
	329,5 \$	340,6 \$	684,7 \$	658,8 \$
Amortissement				
Canada	13,9 \$	14,4 \$	27,5 \$	28,5 \$
USA	29,3	29,7	61,8	59,2
International	8,6	6,1	16,2	11,8
	51,8 \$	50,2 \$	105,5 \$	99,5 \$
Charges financières, montant net	12,5	10,3	22,4	23,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	265,2	280,1	556,8	536,3
Impôts sur les bénéfices	80,0	88,3	171,3	167,8
Bénéfice net	185,2 \$	191,8 \$	385,5 \$	368,5 \$

NOTE 12 ACQUISITION D'ENTREPRISE

Activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de SMI

Le 29 septembre 2017, la Société a fait l'acquisition des activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de SMI. Le prix d'achat de 63,5 millions de dollars, sur une base sans endettement, incluait une contrepartie en trésorerie de 37,0 millions de dollars et des passifs repris de 26,5 millions de dollars. Les actifs nets acquis incluaient les stocks, les immobilisations, le goodwill, de même que des obligations en vertu de contrats de location-financement. Le total des actifs nets acquis s'élève à 37,0 millions de dollars. La répartition finale du prix d'achat sera terminée d'ici la fin de l'exercice financier en cours.

Les activités de produits laitiers ayant une durée de conservation prolongée de SMI sont exercées dans une usine de fabrication située à Plant City, en Floride, aux États-Unis. L'entreprise compte environ 75 personnes et génère des revenus annuels d'environ 59 millions de dollars CAD (47 millions de dollars USD).

NOTE 13 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

L'entreprise de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited

Le 26 octobre 2017, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de l'entreprise de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited (Murray Goulburn ou MG), basée en Australie.

Le prix d'achat de la transaction est de 1,29 milliard de dollars CAD (1,31 milliard de dollars AU) sur une base sans endettement et sera financé au moyen d'un nouveau prêt bancaire établi. La transaction est assujettie à l'approbation des actionnaires de MG et aux conditions usuelles (y compris l'autorisation requise pour un investissement étranger et l'approbation du Australian Competition and Consumer Commission). Murray Goulburn compte environ 2 300 employés et exploite onze installations de fabrication en Australie et en Chine. La clôture de la transaction est prévue pour le premier semestre de l'année civile 2018.

Pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2017, MG a généré des revenus d'environ 2,5 milliards de dollars CAD (2,5 milliards de dollars AU) et des bénéfices avant intérêts, impôts, dépréciation, amortissement, annulation du programme de soutien d'approvisionnement en lait, coûts de rationalisation, dévaluations et coûts non récurrents d'environ 78 millions de dollars CAD (79 millions de dollars AU).

Betin, Inc.

Le 1^{er} novembre 2017, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de Betin, Inc., faisant affaire sous le nom de Montchevre. Ces activités sont exploitées dans une usine située à Belmont, Wisconsin (États-Unis). L'entreprise compte environ 319 employés.

Pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2017, Montchevre a généré des revenus d'environ 150 millions de dollars CAD.

La transaction est assujettie aux conditions usuelles (dont l'approbation des autorités de réglementation) et la clôture est prévue d'ici la fin de l'année 2017.

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉE)

CALCUL DU RATIO DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE

Le tableau qui suit présente le ratio de couverture par le bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2017 :

Ratio de couverture par le bénéfice	26,69 fois
--	-------------------

Le ratio de couverture par le bénéfice correspond au bénéfice net (avant intérêts sur la dette à long terme, autres charges financières et impôts sur les bénéfices) pour la période applicable divisé par les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières pour la période applicable.